



Ingénieurs Assistance Internationale
Ingénieurs sans Frontières
a.s.b.l.



Rapport d'activités

2010

Au service d'un développement solidaire

Ingénieurs Sans Frontières

Contact : Ingénieurs Sans Frontières – 02/894.46.39 – info@isf-iai.be

Sommaire

- **Editorial** – p.3
- **Stratégie** – p.4
- **Projets Nord**, *Offre de Service* – p.6
- **Projets Nord**, *Education* – p.8
- **Projets Sud**, *RDC* – p.10
- **Projets Sud**, *Rwanda* – p. 12
- **Perspectives** – p. 13
- **Structure** – p. 16
- **Bilan financier** – p. 18
- **Nos soutiens** – p. 20



Chers membres et sympathisants, chers amis

Quelle évolution que celle d'ISF depuis sa création! Une évolution qui, au fil des années, nous a fait progressivement prendre conscience de la complexité des métiers liés à nos actions, du cadre de référence de la coopération au développement et de son contexte institutionnel (fédérations, coupes, etc.). Ce rapport d'activité 2010 est l'occasion de prendre un peu de recul par rapport aux événements de l'année écoulée et de faire quelques constats.

Tout d'abord, remarquons que la crise financière de 2008-2009 n'a globalement pas touché l'économie du développement en Belgique, notre pays progressant même en 2010 pour se classer dans les cinq pays dont le rapport de l'Aide Publique au Développement (APD) sur le Revenu National Brut (RNB) est égal ou supérieur à 0,7%, conformément aux engagements internationaux.

Toutefois, il y a lieu de tempérer cette information. En effet, la crise politique belge, si elle perdure, risque d'induire des effets négatifs sur le vote des nouveaux budgets ainsi que sur la libération des subsides attendus en 2011 de la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGCD).

Par ailleurs, j'ai été frappé par la forte pression que connaissent les ONG quand il s'agit de concourir aux appels à projets de certains bailleurs multilatéraux. Ainsi, ISF a décroché un subside européen pour le Projet d'Appui à la Gestion des Déchets Municipaux de Ndjili (Kinshasa), à l'inverse de 80% des ONG candidates dans le cadre de la soumission du 30 avril 2010.

Ceci revient à dire que notre organisation doit sans cesse renforcer ses capacités d'identification de projets sur le terrain et de formulation de dossiers de qualité à présenter aux bailleurs de fonds. Ce renforcement n'est évidemment pas sans conséquences financières.

Les moyens financiers... le nerf de la guerre ! Chez ISF, nous sommes intimement convaincus que nous devons inaugurer une nouvelle ère de collaboration avec les entreprises « consommatrices » d'ingénieurs. Des partenariats win-win sont à penser. C'est là un enjeu majeur pour notre ONG si elle veut consolider sa structure dans les prochaines années, tant au Nord qu'au Sud !

Au niveau des activités, l'année 2010 a été simultanément une année d'ouverture et de concentration : ouverture à de nouveaux pays (Burundi et Madagascar) et concentration



des actions en deux programmes Sud (Environnement/ Assainissement, Accès aux Services Essentiels) ; élargissement au domaine de l'appui à la maîtrise d'ouvrage de la gestion des déchets solides et concentration des efforts de capitalisation à l'expérience de recyclage des déchets plastique ; lancement du programme d'Education au Développement sur les trois campus de l'ULB, de l'Université de Mons et de l'Institut Supérieur Industriel de Bruxelles (ISIB) ; amélioration du contenu et de la forme de nos publications (Caravelle, newsletters) pour un public abonné ; etc.

Saluons ici le travail de l'équipe permanente qui porte véritablement notre ONG, depuis les bureaux de Mundo-B et de Kigali et de Kinshasa. Je souhaite vivement que nos salariés puissent poursuivre durablement leur implication pour ISF, développant ainsi un véritable esprit d'équipe.

Enfin, tout le travail accompli n'aurait été possible sans la participation de l'ensemble des membres et sympathisants, actifs dans les pôles de compétences, dans la Cellule ED, dans le Bureau exécutif et dans le Conseil d'administration.

Qu'il en soit tous remerciés.

Ir. Pierre-François Bareel

Président f.f.



L'année 2009 avait été l'occasion pour ISF de se lancer dans une série d'évolutions structurelles et de nouveaux défis de coopération au développement. 2010 s'est parfaitement inscrite dans cette continuité et a été mise à profit par l'équipe et les membres pour formuler clairement la nouvelle stratégie et concrétiser une série de mesures de professionnalisation. En témoigne la multiplication des missions d'appuis aux partenaires du Sud (Rwanda, Burundi, Madagascar ou encore Burkina Faso) et la recrudescence d'activités de sensibilisation et de conférences sur les campus et écoles d'ingénieurs en Belgique. 2010 marque donc le lancement du ISF « nouveau cru » !

Un Plan d'Orientations Stratégiques à six ans

En Assemblée Générale du 25 juin 2010, les membres de l'association ont voté pour l'application d'un cadre stratégique à six ans (Plan d'Orientations Stratégiques 2010-2015). Intitulé « *Pour une ingénierie de projet de coopération au service du développement durable des territoires* », ce POS présente les orientations de l'association dans ses activités et leur justification en lien avec son objet social, sa charte et sa vision éthique.

Le POS 2010-2015 établit les trois priorités politiques d'ISF à savoir la contribution du renforcement des capacités des collectivités locales du Sud pour la gestion durable de leur territoire, l'émergence d'une ingénierie sociale pour des projets de développement local et la sensibilisation des ingénieurs professionnels et des étudiants ingénieurs aux enjeux de la solidarité internationale et de la coopération au développement.

Les actions mises en œuvre par ISF sont regroupées en quatre programmes à savoir : l'*Offre de Services (OS)* et l'*Education au Dévelop-*

pement (ED) pour les volets Nord ; l'*Environnement/Assainissement (E/A)* et l'*Accès aux Services Essentiels (ASE)* pour les volets Sud.

Enfin, le nouveau POS soulève quatre implications organisationnelles nécessaires à la croissance d'ISF : la démarche de partenariat et d'alliance ; la démarche de management des connaissances ; la démarche de communication externe ; et le renforcement et la stabilisation du Bureau permanent à Bruxelles.

De nouveaux partenaires de coopération au développement

L'année 2010 a été mise à profit pour consolider des partenariats avec des acteurs forts de la coopération au développement.

Ainsi, des Accords-cadres de coopération ont été signés avec trois partenaires du Sud : l'*Association Centre Ecologique Albert Schweitzer du Burkina Faso (CEAS-BF)* ; *Territoire&Développement (T&D)*, ONG malgache ; *Le Relais Madagasikara, SARL* malgache ; l'*Association pour un Avenir Meilleur (ASSA)*, ONG du Burundi.



En ce qui concerne les partenaires du Nord, ISF a formalisé une collaboration de long terme avec le *Centre Ecologique Albert Schweitzer* (CEAS-S), ONG suisse basée à Neuchâtel.

Enfin, ISF a initié des échanges d'expériences avec des acteurs de la coopération décentralisée que sont les communes de Oupeye, Bruxelles-Ville et Ixelles.

L'ouverture à de nouveaux pays d'intervention

Si l'année 2009 avait permis de lancer une première action au Burkina Faso, l'année 2010, quant à elle, a été mise à profit pour consolider cette initiative et élargir les identifications d'actions de coopération avec différentes associations du Burundi et de Madagascar.

Dans ces deux derniers pays, plusieurs missions ont été menées et ont débouché sur des formulations de projets dans les domaines de la gestion des déchets, de l'accès à l'eau potable et aux énergies renouvelables.

La réorganisation du Bureau et du personnel expatrié

Suite à l'AG 2010, le Bureau permanent à Bruxelles s'est doté d'un nouvel organigramme (voir p. 16) composé d'un directeur des opérations, d'une chargée de programme Offre de Services et d'un chargé d'Education au Développement et de communication.

Au Sud, les ressources humaines sont à présent structurées selon le schéma de la « coordination régionale ». Ainsi, deux structures ont été mises en place, à savoir une coordination « Rwanda-Burundi-Kivu » et une coordination « République Démocratique du Congo ».

En 2010, ISF a également fait le choix de se positionner dans le *pool* des cinq ONG bénéficiaires du programme « junior » de la Coopération Technique Belge (CTB). C'est ainsi que la coordination à Kigali est appuyée depuis janvier par une jeune volontaire du Service Volontaire de la Coopération au Développement (SVCD).

La fin du consortium Chaka

Après neuf années de collaboration, le consortium avec Aide au Développement Gembloux (ADG) et CodéArt a pris fin le 31 décembre 2010. Ces années ont permis de nouer des liens forts entre les trois ONG : mutualisation de la gestion financière et du *reporting* à la

DGCD, échanges d'expériences et d'informations, etc.

La fin du consortium signifie également que ISF se retrouve désormais, aux yeux de la Coopération belge (DGD), seul négociateur de ses subventions.

En 2011, ce qui était le nom d'un consortium deviendra le nom d'un bureau d'études pour l'Offre de Services techniques et méthodologiques. Au travers de son portail Internet commune, la collaboration entre les trois ONG perdure et permet la continuité du renforcement mutuel des compétences.

L'élargissement du réseau des ingénieurs volontaires

Pour ses activités d'appui technique, ISF peut compter sur le soutien d'un réseau d'ingénieurs volontaires qui a accueilli, en 2010, 19 nouveaux experts, jeunes et moins jeunes.

ISF poursuit ainsi son objectif de rassembler la communauté des ingénieurs autour des valeurs de la solidarité internationale.

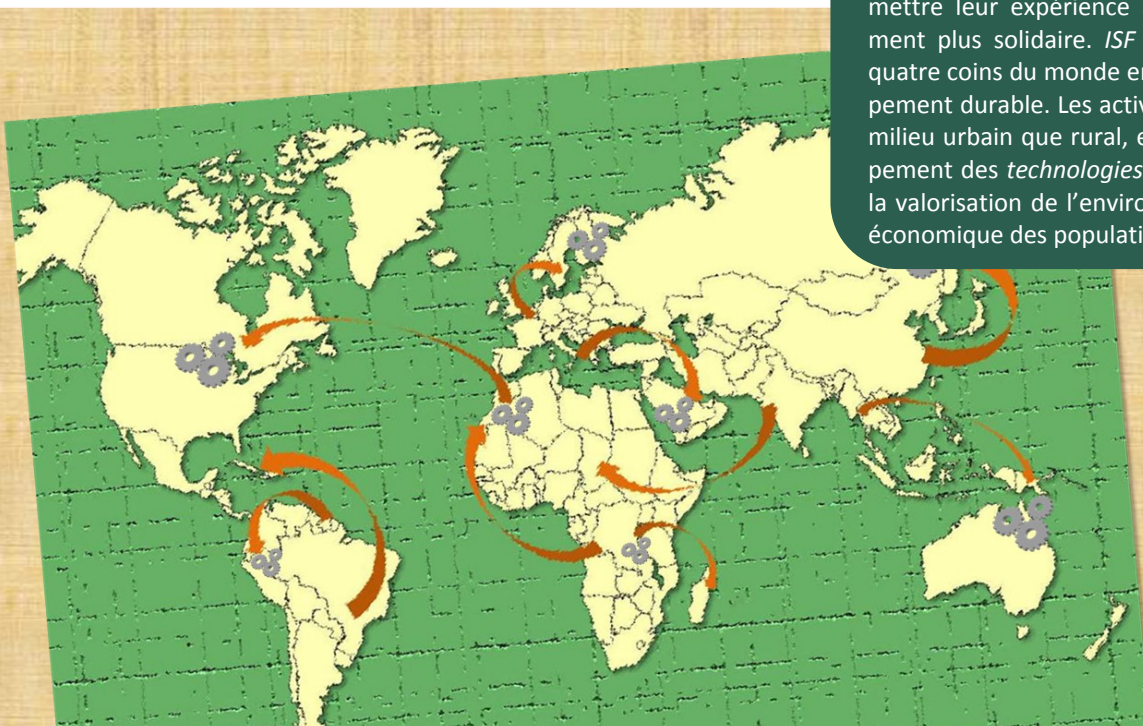
La fin de deux projets « fondateurs »

2010, c'est également la fin des deux premiers projets gérés directement par ISF et ses partenaires dans des pays du Sud, à savoir le recyclage des déchets plastiques de Kinshasa (soutenu par l'UE et la DGD) et la valorisation des déchets organiques de Nyarugenge (Kigali) en « charbon vert » (soutenu par l'UE). Ces deux projets ont permis d'expérimenter des pratiques et des savoir-faire importants sur lesquels ISF fonde, d'une part, ses nouvelles actions techniques d'assainissement urbain et, d'autre part, ses démarches partenariales à venir.

Ces projets font à présent l'objet de capitalisation et de diffusion d'expériences.



Fondée en 1990, ISF est une association sans but lucratif regroupant professionnels et curieux de la coopération désireux de mettre leur expérience au service d'un développement plus solidaire. ISF soutient des initiatives aux quatre coins du monde en lien direct avec le développement durable. Les activités se situent aussi bien en milieu urbain que rural, et s'appuient sur le développement des *technologies appropriables*, le respect et la valorisation de l'environnement et l'indépendance économique des populations du Sud.



La structuration du Bureau d'études

Au travers de son programme d'Offre de Services, ISF, Aide au Développement Gembloux (ADG) et CodéArt joignent leurs compétences pour animer un bureau d'études, appelé Chaka, à disposition d'un maximum d'acteurs du développement du Sud généralement exclus des canaux traditionnels de diffusions des savoirs.

Un pont pour le partage des savoirs

L'Offre de Services constitue une des activités maîtresses d'ISF depuis sa création. Ce programme garanti l'opérationnalisation d'une structure d'appui-conseil pour la conception et la mise en œuvre d'initiatives techniques allant dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables.

Un grand changement a vu le jour avec en 2010 : la mise en place du portail internet www.chaka.be. Une nouvelle dynamique a été créée grâce au forum du site qui met en relation directe le demandeur et le(s) expert(s) du bureau d'études réunis au sein des pôles de compétences.

Record battu ! En 2010, Chaka a fourni, toutes associations confondues (ADG, Codéart et ISF), plus de 140 réponses techniques, essentiellement en provenance de l'Afrique (dont 72 pour ISF). Les demandes concernant l'appui à la mise en place de la presse à huile de palme ont été les plus fréquentes, suivies de près par les machines de transformation du sucre, manioc, maïs, mil, La thématique du recyclage du plastique et de l'aluminium reviennent également régulièrement dans les demandes.

En 2010, les experts d'ISF ont mené six missions de terrain, auxquelles il faut ajouter le travail des expatriés présents toute

Chaka en quelques chiffres

Expertises réalisées	72
Manuels et documents techniques publiés	2
Manuels et documents techniques distribués	95
Manuels envoyés à des centres de recherche en développement	12
Expertises ayant nécessité une mission : RDC (2), Madagascar (1), Burkina Faso (1) et Burundi (2)	6

Les pôles de compétences

Les experts volontaires sont actifs dans un des cinq pôles de compétences d'ISF, complétés par les pôles pris en charge par ADG (Agro-écologie et Méthodologie du développement) et CodéArt (Transformation des productions agricoles). Les pôles sont des groupes d'une dizaine de personnes qui se réunissent périodiquement, à leur initiative, pour débattre des sollicitations techniques adressées sur le site de Chaka. Chaque pôle se désigne un coordinateur en charge du *reporting* à la chargée de programme OS du Bureau permanent.

Chaque année, les pôles doivent être en mesure de répondre à un minimum de 150 demandes d'appui-conseil et ils disposent chacun de leur propre budget pour couvrir leurs frais de fonctionnement (déplacements, formations, organisation de conférences, etc.) et de mission (billets d'avion, visa/vaccin, frais de séjours, etc.). Enfin, chaque pôle doit capitaliser les thématiques les plus fréquemment abordées. À travers des fiches techniques, manuels, etc.



- **Apporter des réponses adaptées** aux problèmes techniques soulevés tant sur le plan technologique qu'organisationnel
- **Regrouper, actualiser, échanger et redistribuer** des informations capables de répondre efficacement aux demandes d'appui-conseil
- **Capitaliser** les pratiques et expériences existantes

Les projets Chaka

Recyclage des déchets plastiques mous à Saaba (Burkina Faso)

Le Centre Ecologique Albert Schweitzer (CEAS) du Burkina Faso mène à Saaba, commune périphérique de Ouagadougou, un projet d'appui à la collecte et à la valorisation des déchets municipaux. En recherche d'une solution technique pour le recyclage des plastiques usagés, le CEAS et ISF ont noué un partenariat pour la mise en place d'une unité pilote de traitement des déchets plastiques. En novembre 2010, prenait fin le montage d'une cellule plastique recyclé au profit du CEAS, dont l'objectif était l'identification des gisements de déchets et la promotion des initiatives de collecte. Ce projet, initié par le CEAS-BF et ISF dans le domaine de la gestion et de la valorisation des déchets doit permettre de mettre en place, à Saaba, une unité artisanale de fonte pilote.

Grâce à un financement de la Région wallonne deux experts du pôle « Environnement » d'ISF ont pu dispenser une formation sur le tri des plastiques au CEAS à Ouagadougou et mettre au point une aire de fonte plastique. D'autres missions d'appuis techniques doivent se poursuivre en 2011.



Aménagement hydraulique de la plaine de la Cipuka (RDC)

Le pôle Hydrogéologie & Adduction d'eau (H&AE) a mené une mission d'identification technique d'un projet de rétablissement et d'augmentation de la capacité de distribution d'eau potable ou potabilisable dans le groupement territorial Bena Luabeya (24.000 habitants) dans la plaine de Cipuka au Kasai Oriental (RDC).

Le rapport issu de cette mission a permis de valider la faisabilité du projet au niveau de la mise en place de petits réseaux de canalisation et d'approvisionnement facilement réparables ainsi que la centralisation de la gestion de l'eau par les différents groupement d'usagers.



Benchmarking des produits en plastique mou recyclé (Burkina Faso, RDC, Mauritanie, Cameroun)

Les nombreuses demandes d'appui en matière de recyclage des plastiques et les expériences d'ISF en Afrique ont conduit l'ONG à investiguer sur les différentes techniques de fonte plastique.

Ce projet dit de « benchmarking », ou réseautage, consiste en la certification de cinq produits issus de la fonte plastique (pavé autobloquant, tuile, tabouret, poteau de clôture, etc.). Les experts du pôle Environnement ont pris contact avec différents acteurs travaillant déjà à de telles initiatives afin de capitaliser les meilleures pratiques.

Différents laboratoires de certification (CERTECH en Région wallonne), des universités du Nord (ULB) et du Sud (Université de Ouagadougou) ont été interpellés pour avis et devis. La caractérisation des produits est actuellement en cours.





La sensibilisation à la Solidarité Internationale

Le Plan d'Orientation Stratégique (POS) 2010-2015 d'ISF inscrit l'Education au Développement (ED) comme une priorité auprès de son public ingénieur. A travers différentes actions d'information, de sensibilisation et de conscientisation, l'association entend proposer une nouvelle vision de la place de l'ingénieur dans une société mondiale solidaire et durable et du rôle qu'il peut y jouer.

Face à l'inégale répartition des richesses et des savoirs entre les pays du Nord et du Sud, les ingénieurs ont un rôle primordial à jouer en tant que responsables et acteurs de l'appareil productif mondial.

Les enjeux actuels, qu'ils soient économiques, environnementaux ou culturels, sont devenus difficiles à cerner et appréhender et les actions que peuvent initier les citoyens soucieux de changer le monde restent floues. Il est pourtant possible d'agir efficacement, même dans la vie de tous les jours. Cette curiosité face au changement, ce besoin d'explorer de nouvelles pistes d'action se ressent chaque jour davantage chez les ingénieurs.

Une des missions des ONG est d'informer le public sur l'impact de son mode de vie et de ses actions sur l'état du monde, puis de lui donner des clés et des outils pour que celui-ci puisse devenir un acteur de changement.

L'Education au Développement (ED) est un processus qui permet à la fois de toucher un public jeune, acteur de demain, ainsi qu'un monde professionnel et académique, formateur de ce jeune public. ISF assure sa mission d'ED avec la volonté de ne pas limiter son réseau aux ingénieurs actifs mais également de réunir le public étudiant et de provoquer des changements de valeurs et d'attitudes chez celui-ci, de susciter son engagement créatif vis-à-vis de la Solidarité Internationale, que ce soit dans leur vie professionnelle ou de tous les jours.

De l'injustice face à l'accès aux technologies...

Le discours historique d'ISF en matière de Solidarité Internationale porte sur l'inégalité à l'accès aux technologies, l'exclusion de l'appareil productif et, plus généralement, le partage inégal des ressources entre le Nord et le Sud et le renforcement des inégalités entre pays et régions du monde.

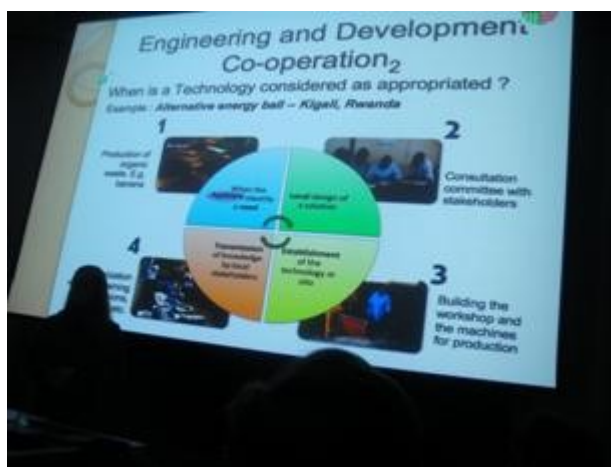
L'accès aux connaissances technologiques et aux « outils appropriables » constituent des thèmes porteurs auprès des ingénieurs et sont une porte d'entrée pertinente pour interpeller et susciter l'engagement. Des sujets d'autant plus importants qu'ils sont absents des programmes d'ED classiques à l'échelle européenne, contrairement, au Développement Durable ou au Genre.

L'approche des « technologies appropriables » (TA) relève en partie des sciences exactes et est susceptible de toucher toutes les disciplines de l'ingénierie. Ainsi, l'étudiant est confronté à des situations

concrètes, appliquées à un environnement qui lui est peu familier. Une éolienne domestique, une gouttière en plastique recyclé, du combustible à base de pelures de banane, une pompe à godet en bois, une adduction d'eau gravitaire,... autant de technologies sim-

ples faisant appel aux fondements de la science et qui, en ce sens, sont particulièrement indiquées pour illustrer les cours de physique, mécanique des fluides, chimie, résistance des matériaux, transferts d'énergies, ...

D'autre part, l'approche des TA permet d'aborder des thèmes inhabituels à la formation en sciences exactes : les représentations culturelles du travail, de la performance, de la rentabilité,... ; les contraintes socio-économiques et techniques (faiblesse de l'accès aux outils et aux machines performantes, à l'énergie, à l'information, aux matières premières, au marché,...), tout en développant l'esprit créatif et logique de l'ingénieur.



Cours sur les technologies appropriables donné à l'Université Libre de Bruxelles (ULB)

... aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

Au-delà de l'interpellation des étudiants sur ce qu'ils peuvent faire en tant qu'ingénieur pour contribuer à un monde plus équitable et plus solidaire, ISF propose des activités permettant au public de saisir l'importance des enjeux du XXIème siècle, tels que l'environnement, la démocratie, la lutte contre la pauvreté, et ce, en cohérence avec les OMD.

Un programme en plein développement

Durant l'année 2010, l'équipe ED d'ISF a mené différentes actions d'information et de conscientisation sur les campus de l'Université Libre de Bruxelles (ULB), de l'Université de Mons, de l'Université Catholique de Louvain (UCL) et à l'Institut Supérieure Industriel de Bruxelles (ISIB). En anglais ou en français, en 1ère ou en dernière, la diversité des activités menées (conférence sur l'eau, exercices pratiques, cours sur les technologies appropriables ou encore projection de reportage) a permis de toucher un public large et issu de différentes formations (génie mécanique, chimie, bioingénieur, ...). Le planing pour 2011 s'annonce encore plus chargé avec un cahier de commande qui ne cesse de s'épaissir... jusqu'en France !

Parallèlement, plusieurs outils pédagogiques comme un reportage sur la gestion des déchets et un référentiel ont été réalisés afin de susciter les réflexions et apporter un support concret d'analyse. Le programme est à l'heure actuelle en plein développement et devrait produire ses premiers effets à la fin de l'année 2011.



Une partie des candidats finalistes au Prix ISF-Carlier 2010 : (de gauche à droite) Nathalie Teper, Julie Blavier, Isabelle Van Lierde, Frédérique Witters & Samuel Sonck lors de la remise du prix le 02 décembre 2010

Le prix ISF– Philippe Carlier

Pour la 5^e année consécutive, l'ONG Ingénieurs Sans Frontières a proposé aux étudiants s'investissant dans un mémoire de fin d'études (MFE) au bénéfice du Sud de participer au Prix ISF-Philippe Carlier. Pour être candidat, rien de plus simple, il suffit de proposer son MFE et de démontrer qu'il présente un intérêt pour la coopération technique au développement.

La volonté de créer un prix provient du souhait de sensibiliser les étudiants ingénieurs à l'importance que revêt les technologies appropriables dans la recherche d'un développement durable pour tous et en particulier pour les personnes dépourvues de moyens d'actions.

Vers un forum des ingénieurs coopérants ?

La volonté des organisateurs du Prix ISF-Philippe Carlier est de proposer l'année prochaine un forum d'échanges d'une journée ou d'une après-midi entre les étudiants des différentes écoles et facultés de Belgique sur leurs travaux et expériences réalisées. L'événement se clôturera avec la remise du Prix ISF-Philippe Carlier 2011.



UNE GENERATION PROMETTEUSE ANCIENS LAUREATS

2007 - Raphaël Hennart

Sujet : *Les considérations paysagères lors de reconstructions après une catastrophe naturelle*

2008 - Jean-Charles Puechblanc

Sujet : *Etat et spécificités de l'espace public africain*

2009 - Caroline Heilporn

Sujet : *Etude et optimisation du séchage solaire de poisson en lit fixe*

2010 - Amandine Caprasse

Sujet : *Mise au point de méthode de caractérisation de l'huile de Jatropha curcas L., l'étude des capacités locales d'analyse et l'appui à l'élaboration d'un plan d'analyse pour le projet ALTERRE (Mali)*

Reportage pédagogique

La gestion des déchets, les solutions environnementales d'un Sud qui bouge

Ce reportage réalisé en 2010, a pour mission de présenter les enjeux de projets de coopération au développement. Accompagnée d'un fascicule d'exploitation pour les animateurs, la vidéo peut-être présentée lors de cours, conférences ou événements divers.

Synopsis : Le reportage présente la situation générale d'une ville en plein développement comme Kigali, et des problèmes auxquels elle est confrontée. Parmi ceux-ci, on constate l'absence de gestion des déchets et l'accroissement du déboisement pour l'énergie et l'agriculture lié à l'accroissement soudain de la population. Les initiatives locales sont nombreuses afin de pallier à ces problèmes, mais souvent, les acteurs sont désorganisés et dépourvus de moyens. Les collaborations Nord-

Sud permettent de mettre en œuvre des projets innovants comme la conception d'un combustible alternatif à base de pelures de bananes récoltées auprès des ménages de Kigali, une sorte de substitut au charbon de bois. La conception et la mise en œuvre de la technique par les acteurs du Sud sont primordiales pour qu'il y ait une réelle appropriation locale des initiatives lancées.

Ce projet constitue un modèle alternatif de collaboration durable entre différents acteurs (coopérants, coopératives de femmes, institut technique rwandais, autorités locales, familles) et de consommation énergétique propre qui offrent une réponse aux enjeux planétaires de la production de déchets, de la déforestation et des relations inégalitaires entre le Nord et le Sud.



RDC

Six ans de lutte intensive contre les déchets plastiques en RDC

A Kinshasa, l'évacuation des ordures est un vrai défi ! Actif depuis de nombreuses années, ISF pilote avec les acteurs locaux un projet pour tenter d'améliorer la collecte et le recyclage des déchets plastiques. L'année 2010 était la 6^{ème} et dernière année de mise en œuvre du projet. ISF et son partenaire local Umoja Développement Durable (UDD) ont mis l'accent cette année sur le renforcement organisationnel et technique de l'incubateur d'entreprises de la commune de Kimbanseke et de la dizaine de comptoirs d'achat de déchets plastiques effectivement actifs et rentables.

Incubateur d'entreprises

L'objectif poursuivi était de faire évoluer l'organisation vers une coopérative de recycleurs. Pour cela, ISF et UDD ont recruté un *chargé de programme assainissement* qui est venu en appui-conseil aux trois entrepreneurs, simultanément à l'appui financier pour l'acquisition et l'opérationnalisation de l'outil productif (notamment des machines) et le maintien d'un fonds de roulement suffisant.

En 2010, l'incubateur a atteint le seuil d'équilibre économique en parvenant à absorber et traiter 4,5 tonnes par mois de déchets en polyéthylène (haute ou basse densité) et polypropylène, malgré les nombreuses contraintes, essentiellement liées aux nombreux délestages et à la faiblesse de la maintenance préventive.

L'incubateur est parvenu à signer plusieurs contrats de vente de matière première recyclée issue de l'agglomération (granulés) et du broyage (pellets) au profit des entreprises plasturgistes kinoises.

Comptoirs d'achat

Situés en amont de la filière de récupération, l'année 2010 a permis de faire le point sur la cohérence de leur activité au regard du contexte kinois de la collecte des déchets ménagers. Ainsi, suite à une évaluation menée en juillet, ISF et UDD sont arrivés au constat que le dispositif est efficace (les quantités collectées sont significatives) mais nécessite une formalisation de l'activité ainsi qu'un encadrement et une coordination de la part des acteurs responsables de l'assainissement : les communes et la Régie d'Assainissement de la Ville de Kinshasa.

Atelier-école

En 2010, l'atelier école s'est concentré sur la phase expérimentale de fabrication de produits finis en plastique recyclé. Par la vente de 3.600 pavés autobloquants à l'Office des Voiries et Drainages (OVb), l'atelier de Limete a démontré l'existence d'un marché solvable pour ce type de produits.

Sa mission a donc été remplie et ISF/UDD ont conjointement convenu de progressivement réorienter la mission de recherche et développement vers un nouveau modèle de mise en œuvre à partir de 2011.

Lieu : Kinshasa (RDC)

Projet : Recyclage des déchets plastique

Durée : Phase II - 36 mois

Budget : 272.903,46 €

ISF a mené une mission d'identification en 2003 à Kinshasa et a, en 2005, initié un partenariat sur la problématique de la valorisation des déchets plastiques complété par des actions de sensibilisation environnementale avec une ONG locale (Vie Montante et ensuite Umoja Développement Durable, UDD) . Entre 2006 et 2010, ISF a concentré son action d'appui sur le recyclage des sachets en plastique par des technologies simples d'agglomération, de broyage et de « fonte-moulage » pour la fabrication de produits finis. Ceci a été rendu possible par la mise en place d'un atelier pilote d'UDD à Limete, l'appui au montage d'une coopérative de recycleurs à Kimbanseke et la mise en place d'un maillage de comptoirs d'achat des plastiques usagés à travers la ville.

Les acquis méthodologiques du projet de Kinshasa

A l'issue des six années de projet, ISF et UDD ont contribué à créer une petite centaine d'emplois, directement liés à des filières de recyclage. Pour être réellement rentables, ces filières doivent ensemble garantir le traitement mensuel de 9,5 tonnes de déchets. Or les meilleurs chiffres atteints, en 2009, ont été de l'ordre de 7 tonnes. ISF fait donc le constat de la difficulté de la pérennisation économique du modèle proposé, partiellement en raison des contingences urbaines mais aussi car il s'agit typiquement d'un modèle à finalité sociale et environnementale qui nécessite, pour être viable, d'être protégé par les autorités publiques.

Ainsi, à partir de 2011, ISF va porter son effort sur l'appui à la maîtrise d'ouvrage des communes kinoises dans leur mission d'assainissement solide, l'objectif étant de promouvoir un mécanisme formel et structuré de gestion des déchets intégrant un volet de récupération et de recyclage.

Application à la capitale minière du Congo

A Lubumbashi, l'enjeu principal du projet est d'intégrer les recommandations de l'action de Kinshasa, essentiellement au niveau de la reconnaissance environnementale et sociale de l'activité de récupération et de recyclage. ISF et UDD mèneront donc un intense plaidoyer auprès des autorités locales pour, notamment, exonérer l'atelier de Kalebuka des charges fiscales classiques pesant sur les entreprises congolaises.



L'atelier mis en place par ISF et Umoja se situe dans la commune Annexe de Lubumbashi. Les machines, l'outillage et le personnel sont déjà en place. La production de plastique recyclé doit débiter courant 2011.

Le plastique, le nouveau « Katanga business » ?

A Lubumbashi, capitale du Katanga, les autorités n'ont pas les moyens pour mettre en place un service d'assainissement couvrant l'ensemble de la ville. Cependant, conscientisées, ces dernières tentent de faire face à la problématique.

Après la constitution de l'équipe de projet, a été consacrée d'une part à l'élaboration de partenariats et d'alliances avec les acteurs de l'assainissement de la ville de Lubumbashi et d'autre part à la construction de l'atelier de recyclage des plastiques de Kalebuka, situé dans la commune Annexe de la ville.

Au niveau du cadre communal pour l'assainissement, des réunions d'information et de concertation ont permis de réunir les autorités communales et provinciales, des acteurs de la société civile et des partenaires techniques. Le projet a donc facilité les travaux devant, à terme, mener à l'élaboration d'un plan de gestion des déchets municipaux de la ville de Lubumbashi.

Au niveau de l'atelier de Kalebuka, les outils et les machines (agglomérateur, broyeur et des différents dispositifs permettant le lavage et l'essorage de la matière) ont été mis en place, simultanément à l'aménagement d'un système d'alimentation en eau (forage à 80 m) et en électricité (transformateur HT/BT et extension de la ligne). La production de matière première recyclée, dont l'objectif est fixé à sept tonnes par mois, débutera début 2011.

Lieu : Lubumbashi (RDC)

Projet : Recyclage des déchets plastiques

Durée : 30 mois

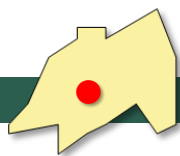
Budget : 226 662,45 €

Les résultats attendus du projet concernent la mise en place d'une structure d'appui-conseil technique sur les technologies du recyclage, d'un cadre de concertation pour l'assainissement solide, l'aménagement d'un incubateur de quatre entreprises de recyclage, la collecte mensuelle de cinq tonnes de sachets et de deux tonnes de plastiques durs par un réseau de huit comptoirs d'achat.

Au total, ce sont 14 emplois directs qui sont créés et 300 collecteurs qui bénéficient de revenus complémentaires.



Terril de Lubumbashi, symbole de l'exploitation minière du Katanga et des déchets qu'elle génère



Recyclage des déchets organiques à Kigali

Les débouchés pour les déchets organiques sont nombreux. Au-delà du traditionnel compostage, il est possible d'en faire un combustible alternatif au charbon de bois. ISF, actif à Kigali depuis 2007 au travers d'un partenariat avec l'association Amizero a.s.b.l., a terminé de monter une unité de production de « boulets ». Mais les défis à relever restent nombreux et le projet « combustible vert » est la première phase d'un programme qui vise à appuyer et renforcer les associations actives dans les filières collecte et valorisation des déchets dans le district de Nyarugenge à Kigali.



Projet « combustible vert »

Si d'un point de vue technologique l'expérience de Kigali est riche d'enseignements et promesses pour l'avenir, les fortes contraintes rencontrées par le projet ont fortement ralenti sa mise en œuvre. A l'image du projet de Kinshasa, ces contraintes sont très souvent liées à l'absence de sensibilisation des autorités publiques en charge de la gestion des déchets. C'est précisément sur ce point que ISF va capitaliser à court terme.

A noter que l'échéance du contrat de subvention de l'UE ne marque pas pour autant la fin de l'action d'ISF dans le domaine de la mise au point et de la mise en production du combustible issu de la récupération des déchets organiques, loin de là. D'une part, en

Lieu : Kigali (Rwanda)

Projet : Recyclage des déchets organiques

Durée : 24 mois (terminé)

Budget : 205 781.70 €

L'aménagement de l'atelier de production de combustible à base de pelures de bananes a été finalisé en mars et l'équipe a démarré son activité dans la foulée. L'objectif de rentabilité à court terme est situé à 2 tonnes de déchets traités tous les jours. Ainsi, les premiers « boulets verts », composés de pelures de bananes et d'argile,

ont été produits et envoyés sur les marchés de Kigali, au travers d'un réseau de petits commerçants préalablement formés aux caractéristiques du produit.

Septembre a marqué la fin du financement principal de l'Union européenne et ISF a officiellement cédé la propriété des investissements et des actifs de l'atelier au partenaire Amizero.

2011, le partenaire local Amizero fera le pari du renforcement de l'atelier de Nzove en un site de production semi-industrielle autonome, grâce au soutien d'un partenaire financier et technique privé. En parallèle, ISF mènera une importante action de capitalisation technique et méthodologique de son expérience, avec le soutien d'experts en chimie des matériaux.

Enfin, ISF apportera son soutien à un deuxième acteur local de la collecte et de la valorisation des déchets ménagers : la Coopérative pour la Conservation de l'Environnement (COOCEN). Il s'agit de diversifier les approches et les méthodes, ainsi que concevoir un combustible à partir d'autres composantes organiques.

Nyarugenge : la gestion des déchets ménagers

En 2010, le projet de gestion des déchets ménagers a coordonné la mise en place et le lancement du cadre de concertation réunissant tous les acteurs impliqués dans les filières « déchets ». Ces acteurs ont décidé de se constituer en « forum » et d'acquiescer la personnalité juridique permettant de parler d'une voix commune auprès des autorités publiques.

Par ailleurs, le projet a soutenu quatre associations en petit matériel et en aménagement de sites de valorisation : COOCEN, Dusabane, Inziranziza et le groupe de Rugenge déjà bénéficiaire de l'unité de production des « boulets verts » de Nzove. Ce dernier dispose désormais d'un site à Rutonde lui permettant de réaliser le tri des déchets, de composter la matière organique et de s'essayer à une pépinière.

L'année 2011 sera mise à profit pour identifier les besoins en renforcement des compétences des associations de collecte du district de Nyarugenge. Par ailleurs, ISF souhaite collaborer avec les autorités du district, notamment au niveau des outils de planification de la gestion des déchets.



Côté Nord

A l'heure où multinationales et institutions financières continuent de prôner un développement économique sans fin, dicté par les marchés et la spéculation financière au détriment de l'environnement et d'un développement équitable, quel contre-pouvoir reste-t-il ? Les institutions internationales semblent en perte de vitesse et incapables de donner une réponse claire aux enjeux du XXI^e siècle et l'impact des associations de solidarité paraît dérisoire.

Et pourtant, dans bien des cas, les acteurs du monde associatif constituent le dernier recours pour les personnes les plus désœuvrées, la dernière voix de contestation face aux injustices qui s'accroissent. Les tâches à accomplir sont titanesques, mais nécessaire.

C'est notamment une des raisons pour lesquelles les associations travaillent quotidiennement à réunir un public plus large et plus diversifié afin de fédérer la société civile et donner plus de poids à leurs actions. ISF n'échappe pas à la règle.

ISF, l'ONG de la communauté des ingénieurs

Partant d'une trentaine de membres actifs en 2010, ISF travaille à élargir sa base de volontaires et sensibiliser la communauté des ingénieurs (étudiants, actifs et retraités) et promouvoir un cadre d'action pour leur engagement en faveur de la solidarité internationale.

La Belgique francophone compte plusieurs milliers d'ingénieurs, membres ou non d'associations d'école, employés et cadres d'entreprises, d'associations, de services publics, etc. Les équipes d'ISF identifient là un large terreau d'appuis susceptible de renforcer son action et lui permettre de l'inscrire dans une vision structurante et coordonnée de la coopération technique au développement.

En ce sens, la mise en place d'un cadre de collaboration fructueuse avec les associations d'écoles d'ingénieurs, qu'elles soient historiquement liées à ISF ou non, est d'une importance stratégique pour les

années futures.

Tisser des relations avec le monde privé

L'élargissement de la base de citoyens actifs et la diversification des acteurs va de pair avec le développement de dialogues pragmatiques avec les entreprises sensibilisées par la thématique de la responsabilité sociétale et de la solidarité internationale, dépassants l'approche par le mécénat ponctuel pour nouer des partenariats institutionnels construits autour d'objectifs communs (*cobranding*, transfert de compétences, animation/formation, etc.).

Ainsi, ISF souhaite dynamiser une cellule en charge des relations avec les entreprises, en relation directe avec le Conseil d'Administration (CA) et le Bureau permanent.

Renforcement des instances de gouvernance

ISF est conscient que sa professionnalisation passe par un renforcement de ses instances de gouvernance.

Au niveau du CA, l'enjeu principal est d'introduire de l'expertise spécifique à la gestion de projet en milieu associatif, de l'expérience d'actions de coopération Nord-Sud et enfin de la complémentarité des visions et des approches. Ainsi, le CA d'ISF, composé de douze personnes, va progressivement s'ouvrir à de nouveaux profils issus du monde public, associatif et académique.

Repositionnement stratégique des projets « Nord »

En 2011, les projets d'Offre de Service et d'Education au Développement feront l'objet de demandes de subvention bi-annuelles auprès de la DGCD.

L'Offre de Service visera la consolidation du service d'appui-conseil pour la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des projets de développement à caractère technologique, sous la responsabilité de la chargée de programme. Il s'agira d'améliorer le dispositif de support (augmentation du nombre d'experts volontaires, du nombre de collaborateurs au Nord et au Sud, meilleure performance de Chaka, etc.) afin de renforcer l'impact des expertises, d'accélérer les capitalisations et d'élargir le réseau des intervenants techniques.

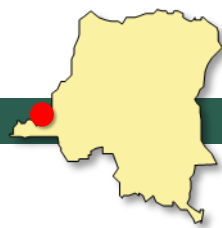
L'action d'Education au Développement, quant à elle, se déploiera sur les sites de l'ULB, de l'Umons et de l'ISIB afin d'informer et conscientiser les étudiants ingénieurs et, pour les plus impliqués d'entre eux, favoriser un cadre d'investissement au profit de la solidarité internationale. Des actions communes et complémentaires avec d'autres acteurs de l'Education au Développement sont également en projet (Louvain Développement, CNCD, ISF-France).

Présentations d'actions et de métiers alternatifs pour les futurs ingénieurs.





RDC



Gestion des déchets ménagers avec une commune de Kinshasa

La RDC reste le 2^{ème} pays le plus pauvre du monde, dont 71% de la population survit avec moins d'1 \$ par jour. En 2010, le taux de l'accès à l'eau potable est estimé à environ 27% et la proportion de la population vivant dans un environnement assaini en milieu urbain est de 9%.

Au niveau politique, les élections présidentielles (couplée avec celle des députés) du 28 novembre 2011 revêtent une importance capitale. La communauté internationale n'a guère le choix. Elle doit soutenir et accélérer le processus électoral, sinon le pays pourrait de nouveau s'enfoncer dans le chaos.

ISF, ONG internationale de coopération

ISF dispose désormais du statut d'ONG internationale en RDC et d'une coordination régionale basée à Kinshasa. Il L'association bénéficie donc de l'autonomie en termes de gestion des fonds, du personnel local, des démarches partenariales et de la stratégie d'action. Cette reconnaissance revêt également un enjeu au niveau des retours sur l'image de l'ONG, sur sa légitimité et sa crédibilité auprès des acteurs locaux et internationaux.

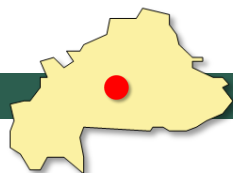
Nouveaux objectifs, nouveaux projets

Dans la continuité des projets d'assainissement, un nouveau projet, soutenu par l'U-

nion Européenne, démarrera au début du mois d'avril 2011 dans la commune de Ndjili (11 km² pour 440.000 habitants) avec les autorités et acteurs locaux.

Ce projet visera à améliorer les conditions de vie des habitants par un assainissement contrôlé de leur environnement, en collaboration avec les organisations de collecte primaire, la commune et la *Régie d'Assainissement et des Travaux Publics de la Ville de Kinshasa* (RATPK). Parallèlement, le projet prévoit de renforcer les capacités des acteurs et autorités locales en promouvant des partenariats publics-privés au niveau de la concertation, la rémunération et la planification.

Concrètement, ISF travaillera au renforcement de capacités de maîtrise d'ouvrage des autorités locales (formation aux procédures de passation des marchés publics, de planification par la cartographie, etc.) et à la pérennisation des activités actuellement informelles et artisanales des associations de quartiers qui s'efforcent de fournir un service de base aux habitants (acquisition de charrettes et de vêtements de travail, organisation des zones de collecte, etc.)



BURKINA FASO

Appui à la maîtrise d'ouvrage de l'assainissement de Saaba, Gourcy et Pô

Le Burkina Faso se classe au 161^{ème} rang dans le rapport 2010 du PNUD (sur 169 pays), en dépit de la croissance et de la stabilité macroéconomique du pays. La pauvreté monétaire atteint 57%. Plus de la moitié de la population est donc pauvre et, pire, vit dans un ménage ou personne n'a terminé l'école primaire.

Le pays connaît un important décalage de croissance entre les 2 grandes villes (Ouagadougou – 1,48 millions d'habitants – et Bobo-Dioulasso – 450.000 habitants) et les autres centres urbains, malgré les efforts du programme de développement des villes moyennes (Ouahigouya, Koudougou et Fada-Ngourma) qui entre dans sa 8^{ème} phase depuis 1990. Hormis ces 5 villes, auxquelles s'ajoutent Banfora et Kaya, le pays connaît très peu d'actions de développement au profit des petites villes secondaires.



C'est ainsi que ISF et son réseau de partenaires du *Centre Ecologique Albert Schweitzer* ont convenu d'appuyer des villes secondaires dans leur mission d'assainissement : Saaba, Gourcy et Pô qui comptent chacune environ 30.000 habitants. Ensemble, ISF et le CEAS formulera une première phase d'appui aux activités de pré-collecte des déchets ménagers et défendra sa stratégie d'appui à la maîtrise d'ouvrage communale auprès des bailleurs belges et suisses.



BURUNDI

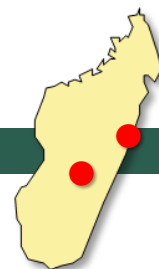
Histoires d'eau et d'hygiène de base dans deux petites villes

Le Burundi, 4^{ème} pays le plus pauvre du monde, tente de se reconstruire progressivement avec l'aide des acteurs internationaux du développement. Plus petit que la Belgique, il connaît l'un des plus bas taux d'urbanisation d'Afrique et reste marqué par les années de guerre civile.

Dans le cadre de ses activités en Afrique centrale, la coordination d'ISF pour la région Rwanda-Burundi-Kivu (RBK), revient d'une double mission d'évaluation au Burundi. Ces missions ont pour but d'élaborer le nouveau « plan stratégique pays » visant à faire ressortir les axes d'intervention et le positionnement d'ISF au Burundi.

L'année 2011 sera l'occasion de la mise en œuvre d'un projet d'approvisionnement en eau potable pour 2.000 ménages de la commune de Rugombo, d'une part, et un projet similaire visant 3.000 ménages de la commune de Gitega au centre du pays.

Le travail portera également sur le renforcement des acteurs locaux pour une gouvernance de l'eau efficace et durable. Cogérés avec l'Association pour une Avenir Meilleur (ASSAM) et l'Association Villageoise d'Entraide et de Développement Communautaire (AVEDEC), ces projets s'inscrivent dans le programme d'Accès aux Services Eessentiels (ASE).



MADAGASCAR

Redynamiser deux grandes villes oubliées de l'île Rouge

Pour beaucoup de malgaches, les initiatives locales et internationales de coopération au développement constituent une ultime initiative de surpasser la crise politique et la situation économique désastreuse de l'île. De l'appui social et technique aux collectivités locales, en passant par le développement d'entreprises à finalités socioéconomique, les actions de solidarité permettent à Madagascar de garder la tête hors de l'eau.

« Lydia a 35 ans, et vit à Manarintsoa, l'un des quartiers les plus pauvres d'Antananarivo, à Madagascar. Elle vit dans une cabane de fortune, au sol en terre battue, sans eau ni électricité, construite par son frère sur un terrain qu'elle loue pour 2,30 \$ par mois. Depuis le départ de son mari il y a quatre ans, Lydia élève seule ses quatre enfants et un petit-enfant. Elle gagne entre 0,31 \$ et 0,63 \$ par jour en vendant des débris récupérés, comme de bouteilles en plastique, des boîtes de conserve, des chaussures et des chiffons (...) » (Extrait du RDH du PNUD 2010). Le cas de Lydia est malheureusement courant sur l'île. Il illustre, en outre, l'importance de la récupération des déchets qui ont envahi le pays et qui constituent parfois, un ultime moyen de gagner un peu d'argent. Il est donc possible, moyennant l'optimisation de réseau de collecte performant, de mettre en place un système de ramassage et de recyclage des ordures qui créerait des emplois stables au bénéfice des communautés.



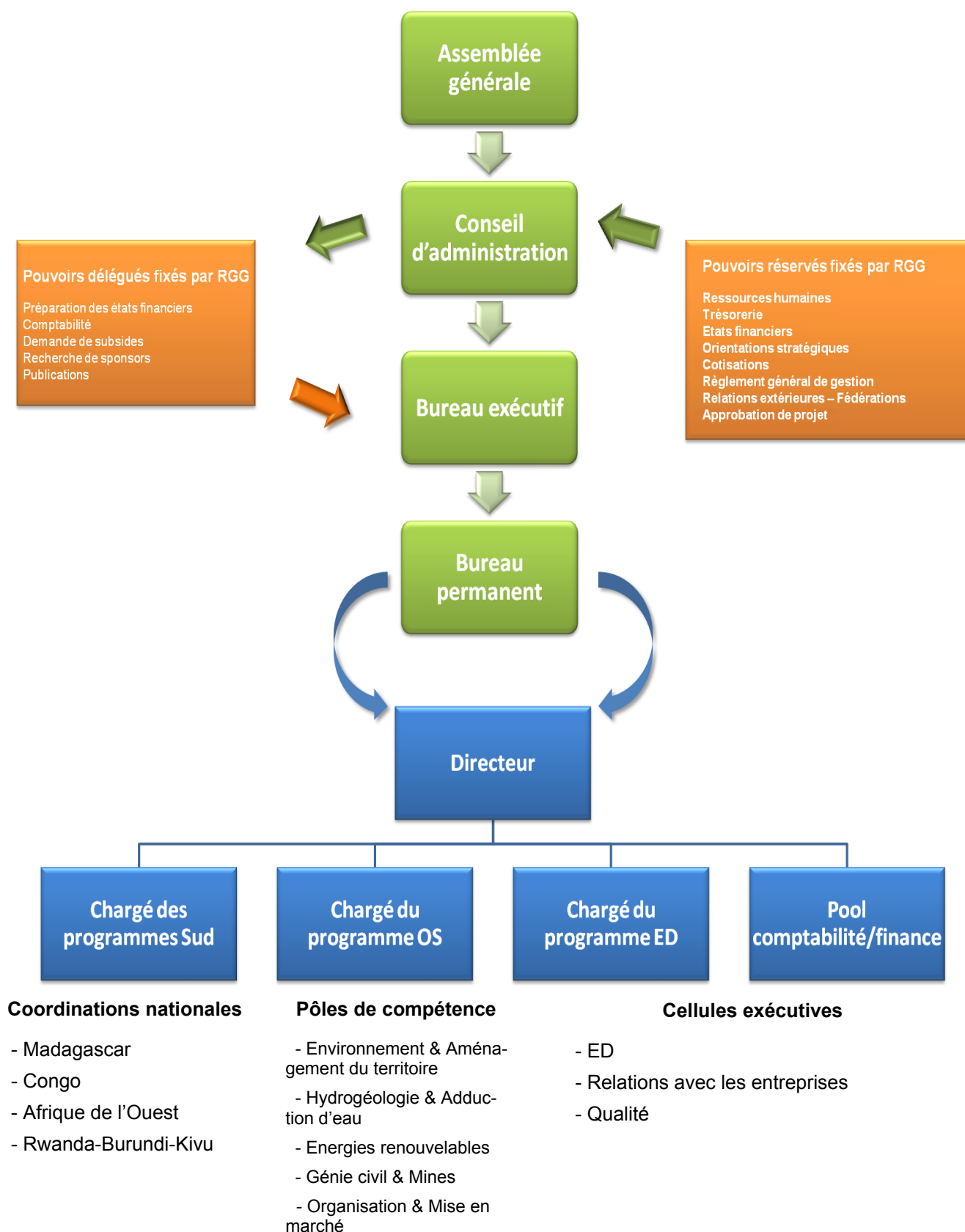
Cette thématique d'environnement et d'assainissement constitue un enjeu sur lequel ISF se positionnera au travers d'un projet de gestion des déchets ménagers de Fianarantsoa et l'amise en place d'une plateforme nationale pour l'assainissement solide, en partenariat avec un réseau d'acteurs locaux et internationaux (Le Relais, Gevalor, ENDA Océan Indien, Office national de l'Environnement, etc.)

En outre, ISF positionnera son programme ASE au travers d'un projet de gouvernance de l'eau potable à Tamatave, en partenariat avec l'ONG malgache Territoire&Développement.



Structure générale

Ingénieurs Sans Frontières - Ingénieurs Assistance Internationale *asbl*



Le Conseil d'Administration

Philippe Langouche
Président

Pierre-François Bareel
Vice-Président

Pol Brancotte
Trésorier

Paul Blockmans
Secrétaire

Cécile Rao
Représentation des membres B

Hülya Altinok
Représentation des membres A

Alexis Picavet
Directeur

Eric Lemaire
Administrateur

Michel Joie
Administrateur

Paul Van Damme
Administrateur

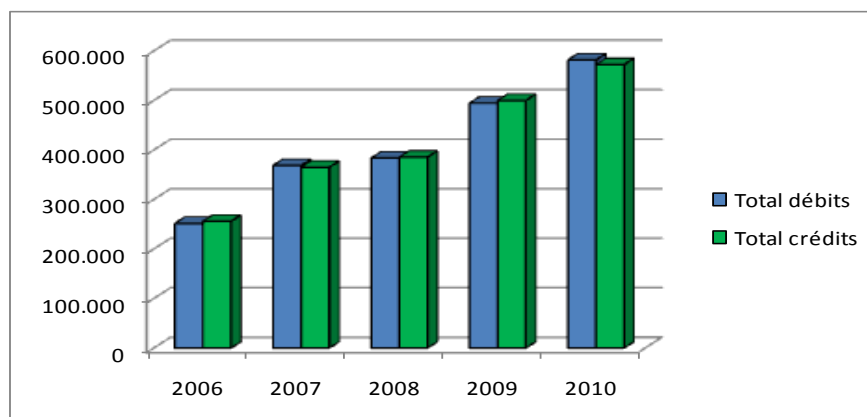
Jean-Marie Polet
Past President



Bilan Financier

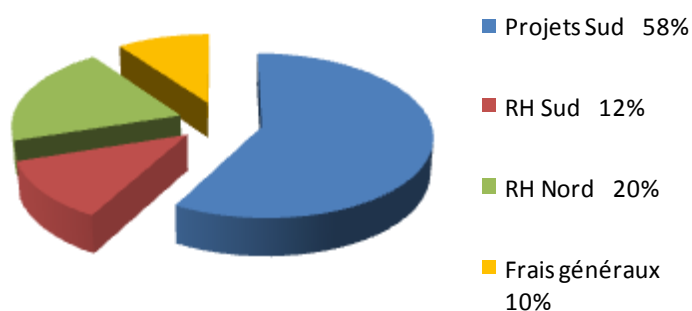
En 2010, ISF a vu son budget croître de 17% tout en maintenant son niveau de frais généraux au taux de 8,2%. Cette année a été aussi marquée par des problèmes de trésorerie aujourd'hui résolus. La concrétisation de nouveaux projets ainsi que l'établissement d'une source de revenus stables ne venant pas de bailleurs institutionnels est un des objectifs clés de l'année 2011.

Graphique 1 : Evolution recettes-dépenses de 2006 à 2010



BILAN	2010	2009	2008
ACTIF			
Créances : subsides/dons reçus	343.772,54	356.917,39	254.684,07
Autres créances : fournisseurs	0,00	0,00	5.951,94
Liquidités	55.497,67	180.909,68	181.290,01
Divers	1.317,00	1.371,00	0,00
Total	400.587,21	539.198,07	441.926,02
PASSIF			
Fonds propres	36.164,03	30.759,93	28.860,11
Provisions	288.129,38	484.989,69	398.851,02
Dettes à un an au plus	85.651,47	18.044,35	12.315,07
Résultat à reporter	-9.357,67	5.404,10	1.899,82
Total	400.587,21	539.198,07	441.926,02

Graphique 2 : Répartition des dépenses 2010

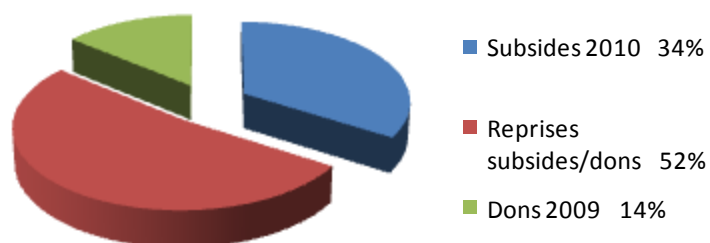


Répartition des dépenses par projet

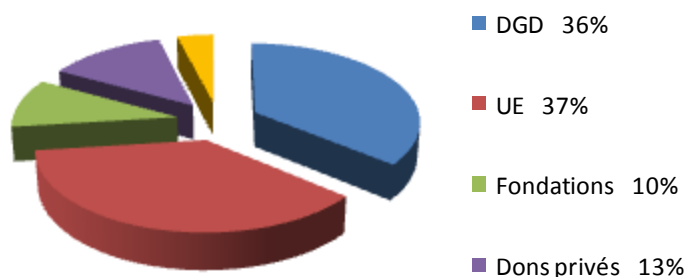
Offre de services	19,7%
RDC	32,96%
Kigali	29,12%
Autres projets Sud	6,58%
Structure, gestion, récolte de fonds	8,26%

COMPTES DE RESULTATS	2010	2009	2008
DEPENSES			
Frais généraux	70.200,64	69.681,62	54.857,68
Montants versés aux PL	323.238,04	233.160,63	125.613,11
Rémunérations et charges sociales	184.483,47	187.503,54	190.385,77
Charges financières	2354,60	701,91	721,44
Reports et provisions	1.400	3.407,97	12.019,53
Total	581.676,75	494.455,67	383.597,53
RECETTES			
Dons et cotisations	78.263,14	137.967,22	86.589,72
Subsides DGD	195.557,16	205.826,01	219.518,36
Subsides UE	0	16.199,73	57.596,25
Autres subsides	0	-6.506,24	20.202,00
Produits financiers	1.002,96	1.101,36	1.168,74
Reprise de dons reportés	46.483,83	25.941,40	0,00
Reprise de subsides reportés	246.138,13	116.424,12	0,00
Autres produits	4.873,23	2.906,17	422,28
Total	572.319,08	499.859,77	385.497,35
RESULTAT	-9357,67	5.404,10	1.899,82

Graphique 3 : Répartition des recettes 2010



Graphique 4 : Provenance des dons/subsides



Nos soutiens



LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**



Fondation

MICHELHAM



FONDATION
PRO VICTIMIS
GENÈVE

Les membres d'Ingénieurs Sans Frontières tiennent également à remercier toutes les personnes ayant contribué de près ou de loin à la réalisation des différents projets.

Contacts et informations



Pour toutes demandes d'informations complémentaires, contactez-nous à

info@isf-iai.be ou au +32(0)2.894.46.39

Ingénieurs sans Frontières (ISF) - Rapport d'activités 2010

Publication : Mai 2011

Coordination : Jonathan Avau

Collaboration : A. Picavet, M. Kresse, P. Van Damme, P. Branckotte, F. Beniacoub, M. Joie

Crédits : ISF

Si vous avez des remarques, n'hésitez pas à nous les transmettre en envoyant un mail à :

info@isf-iai.be



Mixed Sources

Product group from well-managed
forests and other controlled sources
www.fsc.org Cert no. SW-COC-867
© 1996 Forest Stewardship Council



Ingénieurs Assistance Internationale
Ingénieurs sans Frontières
a.s.b.l.



Ingénieurs sans Frontières

Rue d'Edimbourg, 26
1050 Bruxelles
Belgique
0032(2)894.46.39
www.isf-iai.be